

<https://journal.alternatives.ca/?Contre-la-loi-inhumaine-de-la-valeur-argent-Le-faux-debat-sur-les-valeurs>



Contre la loi inhumaine de la valeur argent : Le faux débat sur les valeurs

- Journal des Alternatives - Agenda -



Date de mise en ligne : mercredi 18 septembre 2013

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Le débat qui sévit ac-tuel-le-ment dans l'espace pu-blic qué-bé-cois au-tour de la « charte des va-leurs qué-bé-coises op-pose deux camps qui évitent d'aborder le pro-blème fon-da-mental qui de-vrait pré-oc-cuper notre so-ciété, au même titre que tous les pays du globe, à l'heure ac-tuelle. En effet, toute l'attention est portée sur les signes re-li-gieux dits « os-ten-ta-toires », ques-tion qui vise à mots cou-verts les mu-sul-mans. Pen-dant ce temps, le Québec s'oriente vers le dé-ve-lop-pe-ment pé-tro-lier ir-ré-fréné, donne le ter-ri-toire en pâ-ture aux mi-nières et coupe dans l'aide so-ciale. C'est dire que le débat sur « les va-leurs » en masque un, plus pro-fond, qui est celui de la réelle va-leur qui nous contraint tous : celle de l'économie capitaliste.

Un faux-débat

Le Québec re-joue une ver-sion lo-cale de ce qui se pro-duit en France, où le Parti so-cia-liste, in-ca-pable de dompter les in-té-rêts éco-no-miques qui ont la di-rec-tion ef-fec-tive du pays, s'est re-plié sur des ques-tions iden-ti-taires ou mo-rales très po-lé-miques : le ma-riage gai et la laï-cité. En effet, la France a elle-aussi dé-voilé une charte de la laï-cité le même jour où celle du Québec était pré-sentée par le mi-nistre Drain-ville. Ces dé-bats d'identité sou-lèvent les pas-sions, à la fois chez ceux qui per-çoivent une dis-so-lu-tion de la culture na-tio-nale, tout comme chez ceux qui voient dans ces ré-ac-tions un ré-flexe qu'ils es-timent « xé-no-phobe ». Cette op-po-si-tion entre un na-tio-na-lisme réifié et un mul-ti-cul-tu-ra-lisme li-béral re-lève d'un faux débat qui masque la na-ture pro-fonde de la crise qui af-fecte les ci-vi-li-sa-tions occidentales.

Non pas « les valeurs », mais « la valeur »

La crise des « va-leurs » qui éclate aujourd'hui ma-ni-feste une dif-fi-culté des na-tions à ins-ti-tuer des va-leurs com-munes. Le ré-flexe le plus im-mé-diat et, il faut le dire, le plus fa-cile, est de blâmer cette crise du po-li-tique sur des étran-gers venus de l'extérieur.

Or, par-tout, la réelle me-nace à l'intégrité des so-ciétés et, faut-il le sou-li-gner, à celle de la na-ture est l'impératif ap-pa-rem-ment iné-luc-table de toute com-mu-nauté po-li-tique à de-voir mo-bi-liser sa po-pu-la-tion, ses éner-gies, son ter-ri-toire pour nourrir ce qu'on ap-pelle, par eu-phé-misme, le « dé-ve-lop-pe-ment », fût-il as-sorti de l'étiquette « du-rable ». Dans les faits, ceci si-gnifie que la prio-rité est ac-cordée à la crois-sance de l'économie et des in-no-va-tions tech-nos-cien-ti-fiques qui la nour-rissent. Ceci si-gnifie que la va-leur « crois-sance du ca-pital » est celle qui a rem-placé toutes les autres, et se trouve en me-sure de contraindre les ac-tions des gou-ver-ne-ments. Ainsi, pour nourrir l'accumulation abs-traite de l'argent, les gou-ver-ne-ments sont prêts à concéder quan-tité d'avantages fis-caux aux nantis, et à abattre les lois, no-tam-ment en-vi-ron-ne-men-tales, qui pour-raient en-traver le plein dé-ploie-ment de la lo-gique du profit.

Quelle sou-ve-rai-neté ?

Le Parti Qué-bé-cois avait promis d'abolir la taxe santé et d'imposer plutôt les for-tunés et les mi-nères. Ces me-sures ont de-puis fait long-feu. La tra-gédie de Lac-Mégantic a illustré de ma-nière dra-ma-tique les coûts du dé-ve-lop-pe-ment pé-tro-lier et du mode de vie éner-gi-vore qui y est as-socié. Cela n'empêche pas le gou-ver-ne-ment de fa-vo-riser l'exploitation pé-tro-lière à An-ti-costi et Gaspé, de même que les pi-pe-lines qui vien-dront de L'Alberta. Plu-sieurs en-tre-prises de pé-trole et de gaz de schiste ont même su s'assurer le concours

d'anciens pre-miers mi-nistres pré-ten-du-ment sou-ve-rai-nistes pour mousser « l'acceptabilité so-ciale » de leurs pro-jets de-vant une po-pu-la-tion pré-oc-cupée des risques et im-pacts éco-lo-giques. Dans les faits, lorsqu'il s'agit d'exercer la sou-ve-rai-neté po-li-tique, le gou-ver-ne-ment semble avoir été contraint de prio-riser les in-té-rêts du capital.

Un vé-ri-table projet d'émancipation collective

Dans les faits, la vé-ri-table me-nace qui em-pêche les com-mu-nautés po-li-tiques de ré-flé-chir à des va-leurs mises en par-tage est le fé-ti-chisme de « l'économie d'abord », comme le di-sait le slogan élec-toral du gou-ver-ne-ment de Jean Cha-rest. Plutôt que d'imposer une chasse aux « signes re-li-gieux os-ten-ta-toires », la so-ciété qué-bé-coise de-vrait ques-tionner les condi-tions réelles de son in-ca-pa-cité d'agir po-li-ti-que-ment en commun. À ce titre, les pres-sions du ca-pi-ta-lisme mon-dia-lisé pé-nètrent avec d'autant plus d'aisance au Québec que le peuple qué-bé-cois s'est avéré his-to-ri-que-ment in-ca-pable d'entrer dans la mo-der-nité en ré-a-li-sant sa vé-ri-table in-dé-pen-dance po-li-tique. Le Parti Qué-bé-cois, plutôt que de créer les condi-tions d'une vé-ri-table sou-ve-rai-neté po-pu-laire, semble consi-dérer que les grandes en-tre-prises com-mer-ciales et mé-dia-tiques sont les vé-ri-tables ac-teurs qui des-si-ne-ront ce que sera le Québec de de-main. La no-mi-na-tion contro-versée de Pierre-Karl Pé-la-deau à la di-rec-tion d'Hydro-Québec illustre cette dérive.

Si le peuple du Québec en-tend ré-flé-chir sur les « va-leurs com-munes » avec les-quelles il en-tend en-trer dans le 21^{ème} siècle, cette en-tre-prise ne sau-rait prendre la forme ca-ri-ca-tu-rale de pic-to-grammes illus-trant les vê-te-ments pros-crits dans les bu-reaux de l'État. En effet, le danger qui me-nace la so-ciété qué-bé-coise n'est pas dif-fé-rent de celui qui me-nace l'entièreté de l'espèce hu-maine. Plutôt que de dis-cuter vai-ne-ment des « va-leurs oc-ci-den-tales », ne vaudrait-il pas mieux s'interroger sur « la » va-leur qui nous réunit tous aujourd'hui : celle de l'accroissement in-fini de la va-leur éco-no-mique. Certes, cela veut aussi dire s'interroger sur le type de so-ciété qui devra être ins-titué en lieu et place de celle du tout-à-l'économie, avec les ques-tion-ne-ments sur le vivre-ensemble que cela sup-pose. Mais cela ne pourra se faire qu'en ar-ti-cu-lant, contre la do-mi-na-tion de la va-leur ar-gent, une va-lo-ri-sa-tion de l'humanité, de la culture et du res-pect de la na-ture. En ce sens, une vé-ri-table ré-pu-blique qué-bé-coise se-ra-it celle qui se-ra-it en me-sure de se res-saisir du passé qué-bé-cois et de se pro-jeter dans l'avenir en en-ten-dant le fin mot déjà ar-ti-culé dans Parti Pris dans les an-nées 1960 : so-cia-lisme et indé-pen-dance.

Post-scriptum :

Maxime Ouellet, pro-fes-seur à L'École des mé-dias de l'UQAM

Eric Martin, pro-fes-seur au dé-par-te-ment de phi-lo-so-phy du CÉGEP Édouard-Montpetit